



Nouveaux moteurs, nouveaux acteurs dans le développement rural ACP

6^e Briefing de Bruxelles sur le développement
2 juillet 2008

Le 2 juillet 2008, le CTA et d'autres partenaires se sont réunis pour le sixième « Briefing de Bruxelles sur le développement », dans le cadre d'une série de briefings bimensuels sur le développement rural ACP-UE. 105 participants se sont réunis à Bruxelles pour débattre de la nouvelle architecture de l'aide et du rôle des nouveaux donateurs dans le développement rural ACP.

Partenaires des briefings :

- CTA
- Commission européenne
- Présidence de l'UE
- Groupe ACP
- Euforic
- Concord
- IPS Europe

Promotion du dialogue et de la coordination

Lluís Riera, Directeur à la DG Développement, et Hansjörg Neun, Directeur de [CTA](#), ont souligné dans leurs discours d'ouverture, que les flux supplémentaires d'APD provenant de nouveaux donateurs sont une option valant la peine d'être explorée par les pays ACP et un moyen de profiter de l'expérience de ces nouveaux acteurs dans le domaine du développement rural. M. Riera a en particulier insisté sur le fait que le thème du briefing arrivait « à point nommé », au vu de l'intérêt et du rôle grandissants des donateurs émergents et du secteur privé dans le développement rural, tendance qui mérite d'être mieux comprise et mieux coordonnée entre les différents acteurs. L'adhésion à la Déclaration de Paris devrait être une priorité pour tous les donateurs et la nouvelle aide devrait s'inscrire dans des stratégies coordonnées au niveau national.

Complémentaires ou concurrents ?

Pour S.E. M. Sutiawan Gunessee, Ambassadeur de la République de Maurice, le sujet est très « opportun » et lié à d'autres événements en 2008 tels que la [Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale](#) de la FAO, le [Troisième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide](#) d'Accra, la [Réunion de haut niveau sur les ODM aux Nations unies](#), à New-York et la [Conférence internationale de suivi sur le financement du développement](#), qui aura lieu à Doha. Le CTA pourrait jouer un rôle clé en



alimentant le débat et en soutenant le Groupe d'experts de haut niveau sur la crise alimentaire et la sécurité alimentaire, mis sur pied par le Conseil des ministres conjoint ([Résolution](#) du 13 juin 2008). Enfin, l'Ambassadeur a posé quelques questions clés : les nouveaux donateurs et les donateurs traditionnels doivent-ils opter pour la complémentarité ou pour la concurrence? Faut-il utiliser les mêmes mécanismes de coopération ou en créer de nouveaux? Faut-il nouer de nouvelles alliances ou renforcer les liens existants?

Quel modèle de développement ?

Ndiougou Fall, Président du ROPPA (Réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest) a exposé le point de vue des agriculteurs pour qui, eu égard aux difficultés rencontrées par les pays en développement, la contribution de nouveaux acteurs a largement sa place.



Cependant, des questions importantes doivent être soulevées. Quelles sont les capacités de ces nouveaux acteurs? Ont-ils une expérience et des connaissances suffisantes pour intervenir efficacement dans l'agriculture et le développement rural? Quelles valeurs motivent leurs actions? Peuvent-ils vraiment apporter un changement? Une analyse poussée, lucide et systémique doit impérativement être menée, afin de réformer le modèle de développement actuel, lequel porte l'empreinte profonde de la mondialisation et de la libéralisation et débouche irrémédiablement sur la migration et sur la dégradation des ressources naturelles. Les nouveaux acteurs seront-ils capables

d'apprécier la situation et d'agir différemment ? M. Fall a appelé à accroître les mesures incitatives à la production, les politiques de réglementation, l'intégration régionale et l'investissement dans l'infrastructure. La gouvernance, la coordination et la cohérence globales sont primordiales au niveau régional et national. L'aide permet de soutenir des politiques de développement au niveau national et régional mais les responsabilités devraient passer des mains des donateurs à celles des bénéficiaires, et en particulier aux organisations paysannes.

Le rôle des fondations philanthropiques

Pour Olga Sulla, de la Banque mondiale les fondations philanthropiques, de par leurs capacités financières considérables, jouent un rôle de plus en plus significatif dans l'aide au développement et offrent un grand potentiel. La grande majorité de ces fondations sont basées aux États-Unis, et leur action est plutôt nationale. Seul 1% d'entre elles sont actives dans le développement, avec des contributions totales estimées à 5-7 milliards de dollars, principalement en faveur des économies émergentes et dans le domaine de la santé. La plupart passent par des fonds mondiaux, 12 d'entre elles seulement ayant des antennes dans les pays développés. Mme Sulla a fait remarquer que de nouvelles fondations sont déjà actives dans l'agriculture et le développement rural et que leur rôle est de toute évidence grandissant. Bien qu'étant le plus important contributeur à l'agriculture africaine entre 1990 et 2006, la Banque mondiale a été critiquée en 2007 dans le [rapport d'un Groupe d'évaluation indépendant \(GEI\)](#) pour son absence d'approche cohérente et intégrée dans les prêts qu'elle accorde. Selon Mme Sulla, la Banque a examiné sérieusement les conclusions du rapport et a renforcé son soutien à l'agriculture via des financements plus importants, de nouvelles initiatives et une nouvelle approche visant à stimuler l'investissement privé. La coopération entre la BM mondiale et les fondations philanthropiques est de plus en plus étroite dans une série de domaines et les complémentarités doivent être exploitées.

L'urgence d'une Révolution verte africaine

Pourquoi l'Asie a-t-elle connu une révolution verte et pas l'Afrique ? Selon Akin Adesina, Vice-président de l'Alliance pour une Révolution verte en Afrique (AGRA), l'agriculture a été trop longtemps négligée. Si l'on observe le marché mondial actuel, l'on constate que l'Afrique est le seul continent à subir une pénurie alimentaire grave. Le débat devrait donc porter non pas sur la sécurité alimentaire, mais sur « l'auto-suffisance alimentaire ». Les technologies font défaut, il n'existe pas de système de marché d'importation au niveau rural, la transformation en est à ses balbutiements et le sol africain est le plus pauvre du monde, avec un énorme déficit en fertilisants et des pertes énormes lors des transports. Le problème porte non seulement sur l'accès à la nourriture, mais aussi sur la capacité de production. Vaste continent aux écosystèmes nombreux et variés, l'Afrique se

distingue de l'Asie et requiert une « Révolution verte unique dans le respect de la diversité ». Les programmes d'AGRA soutiennent l'amélioration des semences, la régénération des sols, l'accès au marché et l'action politique. Se basant sur des politiques locales cohérentes, AGRA travaille avec le NEPAD et le CAAPD pour un environnement politique propice à une Révolution verte en Afrique. Pour M. Adesina, les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale des années 1980 ont été désastreux pour l'agriculture africaine et il a appelé à abandonner le « Consensus de Washington » au profit d'un véritable « Consensus africain » piloté par les pays africains. Si des « révolutions du maïs » ont été possibles en Zambie, au Zimbabwe et au Malawi, la croissance de la productivité l'est également. Afin de mener à bien sa Révolution verte, l'Afrique a besoin de politiques de soutien durables et d'une réduction de la pauvreté. Tous les acteurs doivent faire en sorte que les institutions, les infrastructures, les marchés et la technologie y contribuent.



Perspective de la société civile

Pour Rudolf Buntzel, représentant CONCORD, les nouveaux acteurs apportent de nouveaux flux d'aide avec des procédures diverses. La nouvelle multiplicité des sources de financement du développement rural est ambivalente : il y a davantage d'argent disponible et de nouveaux donateurs, sans pour autant générer une plus grande efficacité. Nombre de nouveaux acteurs font fi du consensus général sur l'efficacité de l'aide et l'obligation de rendre des comptes et d'être plus transparent. Les appels à une plus grande implication du secteur privé peuvent focaliser l'attention sur la croissance économique au détriment de la réduction de la pauvreté. Pour le Dr. Buntzel les théories et les modèles économiques issus des expériences passées des pays industrialisés sont voués à l'échec. La lutte contre la pauvreté se heurte souvent à des droits acquis et pour M. Buntzel les donateurs doivent être prêts à s'impliquer dans des conflits politiques. La participation des plus pauvres à leur propre développement est essentielle et les chercheurs, les investisseurs et les gouvernements doivent jouer le rôle de copilotes. Un bon exemple est pour lui, le Fonds Global de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme.

Donateurs émergents et pays ACP

Présidente du deuxième panel, S.E. Mme Brave R. Ndisale, Ambassadrice du Malawi, a ouvert la séance en observant que les nouveaux donateurs émergents, comme la Chine, l'Inde et le Brésil, ont vécu ce que l'Afrique vit aujourd'hui. Apportent-ils leur expérience à travers leur coopération au développement en faveur des économies africaines. Quelles leçons les pays ACP peuvent-ils tirer des politiques de ces pays ? Comment ces derniers s'intègrent-ils dans l'aide traditionnelle ?

Aide au développement de la Chine à l'Afrique

Hannah Edinger, du Centre d'étude chinois de l'Université de Stellenbosch, a présenté l'aide étrangère de la Chine à l'Afrique. La relation entre la Chine et l'Afrique, qui remonte à 50 ans, s'est avérée être une approche de l'aide au développement différente de celle des donateurs traditionnels. La vision de l'aide de la Chine est large et vague, et il est difficile de faire une distinction entre l'aide et l'investissement ou les flux commerciaux. L'aide apportée par la Chine est surtout destinée aux infrastructures et à l'industrie et, dans une moindre mesure, au développement agricole. Autrement dit, la Chine considère l'Afrique comme un marché émergent offrant des opportunités d'investissement nouvelles. Dans ce contexte, la Chine est davantage un partenaire de développement qu'un donateur à proprement parler. Le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) a été créé il y a dix ans afin de systématiser l'aide chinoise à l'Afrique. Son agenda a été établi en collaboration avec l'Union africaine (UA), le rôle du NEPAD demeurant limité. Il reste le défi d'une coordination efficace, du contrôle des données qui rend difficile la connexion entre les projets d'aide. Selon Mme Edinger, la Chine est un donateur relativement modeste mais son implication est très visible et contribue de façon essentielle au secteur agricole. Elle préconise une plus grande coordination, harmonisation et transparence et à davantage de partenariats constructifs entre la Chine et l'Afrique.



Les rôles multiples de la Chine en Afrique

Jian-Ye Wang, du Fonds monétaire international (FMI), a abordé l'évolution des relations sino-africaines. À ses yeux, l'étiquette « nouveau donateur » prête à confusion, la Chine n'étant pas à l'origine un donateur en Afrique au sens traditionnel du terme, les flux de capitaux privés excédant l'APD. Le rôle de la Chine en Afrique est multiple : marché d'exportation, financier, investisseur, contractant et constructeur. Aujourd'hui, les relations commerciales entre la Chine et l'Afrique sont avant tout commerciales. Le secteur privé chinois joue un rôle central en Afrique et sa coopération est décentralisée. Pour M. Wang l'évolution des relations sino-africaines reflète les changements structurels de l'économie mondiale : les débiteurs d'hier sont devenus les créanciers d'aujourd'hui et inversement. Ces sept dernières années, les réserves monétaires étrangères mondiales ont augmenté de 4,9 trillions de dollars, dont 1,5 trillion pour la Chine uniquement. Par conséquent, la Chine est devenue un fournisseur de capitaux important, plus que les États-Unis, et son engagement en Afrique est la conséquence logique de cette croissance. En outre, l'expérience dont jouit la Chine pourrait s'avérer utile en Afrique, notamment dans le domaine du développement rural. Par

exemple, mentionne M. Wang, la montée en flèche de la productivité chinoise dans le secteur agricole a non seulement permis à la Chine de nourrir environ 20 pourcent de la population mondiale avec 7 pourcent des terres arables de la planète, mais elle a également facilité l'industrialisation et la réforme économique qui ont résulté. La réforme chinoise a débuté par l'agriculture et démontre que la croissance est la voie la plus efficace pour sortir de la pauvreté. Pour M. Wang, même si les pays africains tirent des leçons de l'expérience chinoise, il leur faut malgré tout déterminer leur propre stratégie de développement en fonction des conditions locales.



Coopération trilatérale UE-Afrique-Chine

Coordinateur des relations sino-africaines à la Commission européenne, Uwe Wissenbach a rappelé que la Chine demeure un acteur modeste, en particulier dans le secteur rural, et que son impact en Afrique ne sera pas énorme en terme d'aide. Pour lui lorsque l'on parle de coopération au développement de la Chine en Afrique, les catégories « donateurs traditionnels » et « architecture de l'aide » n'ont pas leur place, la Chine n'étant pas un « donateur » et l'Afrique n'ayant pas « d'architecture » de l'aide à proprement parler. Il y a de nombreux « architectes » avec des « codes de construction » différents. Certes, la croissance économique de la Chine est impressionnante, mais le développement ne se résume pas au PIB. En Chine ce sont les réformes rurales des années 80-90 basées sur des politiques gouvernementales favorables à l'esprit d'entreprise, la réforme foncière et la création de marchés qui ont réduit la pauvreté et non des transferts extérieurs d'argent. L'approche chinoise du développement est très pragmatique : trouver les meilleures solutions en fonction des besoins. Pour M. Wissenbach, la Chine a plus d'impact en Afrique en tant qu'acheteur de produits alimentaires ou comme concurrent dans le commerce agricole. C'est pourquoi l'accent mis sur la coopération sino-africaine est surfait et risque de donner lieu à des controverses inutiles. La légitimité des donateurs, traditionnels et nouveaux, doit être respectée : la Chine, l'Afrique et l'UE devraient travailler en partenariat et apportant un soutien plus affirmé aux initiatives africaines comme le NEPAD. L'UE pourrait jouer le rôle d'interlocuteur clé dans ce processus, mais les pays africains devraient au final assumer la responsabilité de cette coopération.

Tendances de l'efficacité de l'aide

Présidé par Waven William, de l'Assemblée nationale des Seychelles, co-rapporteur du Rapport de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE sur « l'efficacité de l'aide et la définition de l'aide publique au développement », le dernier panel a porté sur les tendances de l'efficacité de l'aide, de son alignement et de son harmonisation.

La Plate-forme globale des donateurs

Christoph Lagenkamp a présenté l'expérience de la Plate-forme globale des donateurs pour le développement rural (GDPRD) créée en 2004 pour coordonner la coopération dans le développement rural et de l'agriculture et créer un lien entre le CAADP et les donateurs.



Les données montrent que, entre 1978 et 2005, l'APD dans l'agriculture a

significativement chuté en termes relatifs et absolus, mais également que les dépenses agricoles des pays bénéficiaires de l'aide ont baissé. La crise actuelle de la flambée des prix alimentaires résulte de cet investissement agricole insuffisant et mal orienté, dont la responsabilité incombe avant tout aux gouvernements nationaux. Bien qu'il existe un véritable gouffre financier d'environ 20 milliards de dollars chaque année pour que tous les pays en développement atteignent l'ODM 1, il estime néanmoins qu'il devrait être possible de le combler là où la capacité d'absorption le permet. Les nouveaux acteurs devraient garder à l'esprit l'évolution observée ces dernières années des projets individuels aux projets intégrés de développement rural, aux approches sectorielles et à l'intégration du développement agricole et rural dans des DSRP et plus récemment dans l'appui budgétaire. L'agriculture étant de nouveau à l'ordre du jour, il est important qu'elle y reste, avec le soutien des décideurs politiques au niveau national. Un meilleur dialogue et une plus grande collaboration entre les divers acteurs sont essentiels à une aide plus efficace, mais si et seulement si les pays destinataires mènent le jeu.

La TICAD, le Japon et la coopération Sud-Sud

L'Ambassadeur Keiji Yamamoto, de la Mission du Japon auprès de l'UE, et Motofumi Kohara, Directeur général pour le développement rural de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), ont expliqué la coopération Sud-Sud du Japon. L'Ambassadeur a présenté la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), qui constitue depuis 1993 le plus grand forum politique sur le développement africain. Le Japon a accueilli le quatrième sommet TICAD en mai 2008 et a présidé le Sommet du G8, sur le développement africain. Le processus TICAD vise à l'alignement sur l'agenda du CAADP avec l'objectif d'intensifier la production alimentaire, améliorer l'accès au marché et une gestion durable de l'eau et des terres. Le Japon est conscient de la gravité de la crise alimentaire et a mis en place des réponses d'urgence, par l'investissement dans des infrastructures et l'amélioration des technologies. Inspiré par sa propre expérience, le



Japon a lancé un appel à l'action visant à doubler la production de riz actuelle en Afrique d'ici dix ans.

M. Kohara, de la JICA, a présenté la « Coalition pour le développement du riz africain » (CARD), groupe consultatif de donateurs bilatéraux et plurilatéraux, ainsi que d'organisations régionales et internationales, lancée avec AGRA pour intensifier la production de riz. La consommation de riz augmente rapidement dans de nombreux pays et c'est une culture tropicale convenant aux vastes zones humides sous-développées d'Afrique. Pour M. Kohara, il est possible d'augmenter le rendement par unité, simplement par le transfert de technologies, des fertilisants et de meilleurs semences. Selon lui, la Révolution verte africaine peut s'inspirer de l'expérience de l'Asie, bien que les conditions soient différentes. Il estime que l'amélioration de la production de riz en Afrique constituera également un moteur important pour la coopération Sud-Sud entre l'Afrique et l'Asie.

Le NEPAD et l'efficacité de l'aide

Pour Amadou Diallo du NEPAD, l'agriculture doit être au cœur de l'agenda de développement puisque la subsistance de 85% de la population d'Afrique subsaharienne en dépend, au moins en partie. L'agriculture est donc essentielle à la



réduction de la pauvreté et à la croissance économique. Dans ce contexte, les dirigeants africains ont développé le CAADP, pour revitaliser le secteur agricole, et se sont engagés à mettre en œuvre un programme commun. Les chefs d'États africains ont fait des promesses significatives, notamment de consacrer 10% des budgets nationaux à l'investissement dans le secteur agricole. Le CAADP permet de garantir l'efficacité de ces dépenses nationales et les tables rondes sont des instruments d'harmonisation et d'alignement des efforts de développement agricole. Le Secrétariat du NEPAD dirige ce processus, en fournissant des lignes de conduite, une sensibilisation et un soutien international à cette initiative. Pour la première fois, il existe un large consensus sur les objectifs, les procédures de mise en œuvre et les principes de partenariat. Toutefois, des résultats durables ne seront obtenus que si toutes les parties prenantes s'unissent dans un effort concerté et que les « pays africains deviennent les acteurs principaux, et pas seulement les témoins, de la Révolution verte en Afrique. »

Le prochain briefing aura lieu le 16 octobre 2008 et sera consacré à « *La flambée des prix alimentaires : une opportunité de changement ?* »

De plus amples informations sur le Web

Le site principal

www.brusselsbriefings.net

Les entretiens vidéo

http://blip.tv/posts/?topic_name=brubriefings

Archive des présentations et des articles

<http://brusselsbriefings.pbwiki.com/>